

La CCI se désengage de l'aéroport

Économie



L'aéroport dont la piste se trouve au milieu du circuit, a surtout une activité de loisirs. Photo DDM EC

Le syndicat mixte de gestion de l'aéroport perd un de ses financeurs, la CCI. Le département souhaite un nouveau mode de gestion. La ville réfléchit à une solution.

La question du devenir de l'aéroport d'Albi se pose à nouveau. La CCI, Chambre de commerce et d'industrie du Tarn, a annoncé son désengagement du syndicat mixte de gestion auquel appartiennent aussi la ville d'Albi et le département (et la commune du Séquestre pour 1 %). Les trois principales entités financent à parts égales le fonctionnement pour un budget de 250 000 €.

La décision de la CCI n'est pas une surprise. Depuis plusieurs années, la Chambre s'interroge sur son engagement dans un aéroport qui n'accueille plus de ligne régulière depuis 20 ans. « Nous avons réactualisé une étude sur cette plate-forme. Les principales activités tournent autour de l'aéro-club et du parachutisme. L'aviation d'affaires représente une part très faible » note Michel Bossi, le président. La CCI doit aussi faire des économies en raison des baisses des dotations de l'État. « Il nous a fallu faire des choix. Nous avons averti depuis longtemps la présidente du syndicat mixte (ndlr : Geneviève Perez, adjointe au maire d'Albi) que nous allions nous désengager ».

Sollicitée, la municipalité n'a pas souhaité s'exprimer sur le sujet mais assure «travailler» à une solution. De son côté, le conseil départemental souhaite un nouveau mode de gestion. «Nous étions dans le syndicat mixte pour développer le tourisme d'affaires alors qu'on s'oriente vers les activités de loisirs. Le département ne repartira pas sur le même partenariat. Le syndicat mixte nous semble une structure trop lourde. A la ville d'Albi, propriétaire, de nous dire ce qu'elle souhaite» indique Christophe Ramond vice-président en charge des finances, qui se dit « soucieux du devenir des employés du site. » L'actuel syndicat mixte doit s'arrêter au 31 décembre. Le temps presse.

B. Debril : « Un levier économique »

Le président de l'aéro-club, Bernard Debril, explique ne pas être inquiet pour l'avenir de la structure. Pour lui, la ville d'Albi s'est toujours montrée « très volontariste » quant au maintien de l'aéroport « qui reste un levier sur le plan économique ». « On ne peut pas imaginer qu'il n'y ait pas un accord entre la ville et le département. » Concernant l'aéro-club qui compte 80 à 90 adhérents, Bernard Debril souligne la bonne gestion : « Nous sommes une association qui se suffit à elle-même et qui fonctionne sans aucune subvention. »